

# Notre système de santé a été éprouvé pour de multiples raisons. Quelles pistes pour l'améliorer, le rendre robuste et fiable ?

**Respectable Loge : Nouveau Siècle des Lumières, Orient de Paris, Région 12**

**Mots-clefs : Souveraineté technologique, Décentralisation, Refondation du système de soins**

## La crise sanitaire

« Nous sommes en guerre », a dit d'un ton martial, le président de la république, lors de son allocution du 16 mars 2020, annonçant la mise en place d'un état d'urgence sanitaire, et cela plusieurs semaines après que des médecins aient sonné l'alarme sur le risque imminent de cette pandémie.

Et c'est selon les schémas classiques d'une guerre que l'état a décrété la guerre contre le coronavirus : Une pyramide à sa tête l'état-major constitué par le premier ministre, le ministre de la santé et le directeur général de la santé entouré par un conseil scientifique.

En dessous, les ARS sont chargés de coordonner les soins dans tous les établissements de soin publics et privés et d'assurer la logistique (lits, masques, gants, blouses, etc...) et les besoins humains (les volontaires).

Et en dessous, il y a les directeurs des hôpitaux publics qui sont chargés d'appliquer les ordres (plan blanc, gestion du matériel, consignes aux soignants, etc..).

## La qualité de la gestion de la crise sanitaire

Il n'y a pas de doute que la mobilisation de l'état vis-à-vis de la pandémie était et demeure complète. La tête de l'état est mobilisée autour de la crise et des moyens financiers colossaux sont injectés. Les cellules de coordination de la pandémie dans les agences de santé travaillent 24h/24. A l'image de l'économie, le système de santé publique a été mis complètement au service de la pandémie. Plus de 20 projets de recherche scientifique autour du coronavirus sont démarrés et financés. L'état met sur la table un milliard d'euro par an pour la recherche globale et 5 milliards d'euros sur 10 ans. On va mettre en place le dépistage massif et des applications de suivi des patients sont en train d'être mis au point.

Malgré cette mobilisation, la crise nous a permis de constater la fragilité de notre système de santé et nous a montré des défaillances dans sa gestion sur le plan politique. Rappelons que le taux de mortalité en France par rapport au nombre de cas confirmés est un des plus élevés dans le monde, bien à l'inverse de nos voisins et partenaires allemands. Même en France, la mortalité oscillait en fonction des inégalités sociales et territoriales.

La confiance envers les autorités de plus en plus mise à mal un certain manque de fiabilité ! Il a été très difficile pour les citoyens d'accéder à des réponses cohérentes. Et pourtant nous avons pu constater de nombreux efforts pour éclairer et guider. Par exemple Faut-il porter des masques ou non ? À cette seule question, nous dénombrons de nombreuses communications officielles contradictoires. Cela a été renforcé par la médiatisation « incroyable » de ce « virus et de ces conséquences ». Il y a eu un effet anxiogène, stressant presque de sidération empêchant les français d'agir (se fabriquer soi-même des masques, se prémunir avec sa distanciation sociale etc.).

La lourde et couteuse machine du système sanitaire français ne s'est pas mise en marche avant le discours autoritaire et martial du président de la république du 16 mars 2020, malgré des signes alarmants sur l'arrivée de l'épidémie en France, constatés dès le mois de janvier. Il paraît que des médecins ont donné l'alerte. Mais elle a été prise à la légère par la tête de l'état.

L'état s'est réveillé lorsque la réalité a dépassé la fiction. Mais son premier réflexe était de cacher les erreurs de jugement par des mensonges et un manque total de transparence. Le manque flagrant en matériel de protection, a conduit le directeur général de la santé à déclarer que le port de masque n'était pas utile et a conduit les directeurs des hôpitaux et des Ehpad à les interdire dans les hôpitaux en dehors des endroits consacrés à la réception et au traitement des malades infectés, et cela malgré la protestation des médecins. On a ouvert en catastrophe des lits de réanimation qui étaient fermés depuis des années par décision de l'ARS. On a importé en urgence des masques, des gants, des surblouses, des respirateurs, etc. Et on reste largement démunis. On a attendu plusieurs semaines avant de commencer de dépister suffisamment des gens mais on reste largement insuffisant et nous vivons dans la crainte d'avoir une rupture dans les stocks des produits d'anesthésie et des médicaments les plus courants comme le paracétamol et la pénicilline.

Nous avons découvert la fragilité d'un des meilleurs systèmes de santé du monde en matière de protection sociale. Un système qui s'avère être dépassé par un manque de moyens, de coordination et de technologie. Un système fragile du fait que nous dépendons entièrement de l'étranger et surtout de la chine dans tous nos besoins sanitaires. Nous découvrons ou redécouvrons ou hypocritement nous faisons les surpris : notre industrie ne fabrique pas en France ce qui nous est apparu comme essentiel : masques, blouses, gel, appareil respiratoire ! Bref, un système dépassé et couteux, de quoi être fortement inquiet et se poser des questions.

### Comment améliorer notre système de soins ?

Acquérir la souveraineté technologique en rapatriant les industries vitales en France ou en Europe avec des partenariats dans l'union européenne. Considérer les médicaments et autres produits de soins comme des biens stratégiques. Il faut s'interroger sur la cause de la délocalisation de ces industries et trouver comment faire pour « retenir » un entrepreneur privé d'aller fabriquer là où il est libre de le faire. Nous devons en tant que citoyens accepter de payer plus chers nos médicaments en relocalisant leur fabrication en France. Il faut accepter l'installation des usines près de chez nous et que nos enfants travaillent peut-être en usine.

Déconstruire le système de santé en l'allégeant du coût du fonctionnement administratif et en le renforçant par l'augmentation du nombre des soignants (numerus clausus). Simplifier le système en le débarrassant des entités inutiles et couteuses. Remettre en cause la centralisation en ce « qu'un homme » doit tout décider. Il est impossible d'être omniscient et omniprésent sur une crise tout en gérant les autres dossiers en cours.

Au nom de l'efficience et de la sécurité des soins, des milliers de lits ont été supprimés dans toutes les régions de France. Il faut faire le chemin inverse qui est possible en augmentant le numerus clausus et en améliorant le système de rémunération des travailleurs dans le secteur des soins. Veiller à créer une égalité dans l'accès aux soins partout sur le territoire doit constituer une des priorités de notre système de santé.

La gestion de la crise en apparence didactique mais en réalité autoritaire par l'état, inquiète. Il en a résulté un manque de transparence et de réactivité. Toute crise, quel que soit sa gravité, doit être gérée sous le contrôle des institutions républicaine et d'une manière démocratique.

Continuer dans la voie de la digitalisation du parcours de soins et de la télémédecine qui a eu un essor considérable du fait de la pandémie.

Réaliser des « benchmarking » ou des comparaisons de bonnes pratiques entre secteurs publics et privés afin d'améliorer l'efficacité de l'offre des soins.